Document generated on 04/19/2024 9:02 p.m.

Relations

Quel avenir pour le Bloc québécois ?

Claudette Carbonneau and Marc Chevrier

Number 784, May–June 2016

URI: https://id.erudit.org/iderudit/81896ac

See table of contents

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)
1929-3097 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Carbonneau, C. & Chevrier, M. (2016). Quel avenir pour le Bloc québécois ? *Relations*, (784), 12–13.

Tous droits réservés © Relations, 2016

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Fondé en 1991 pour défendre l'indépendance du Québec au sein du Parlement canadien, après l'échec de l'Accord du lac Meech, le Bloc québécois traverse aujourd'hui une crise existentielle. Vingt-cinq ans après sa création, quel avenir envisager pour ce parti souverainiste dont la présence à Ottawa ne devait être que temporaire ? Comment comprendre l'écroulement de ses appuis depuis 2011 ? Nos auteurs invités en débattent.

L'avenir du Bloc n'est pas joué, mais il y a urgence d'agir.

CLAUDETTE CARBONNEAU

L'auteure, ex-présidente de la CSN, est présidente des Organisations unies pour l'indépendance du Québec (OUI Québec)

La présence d'un parti souverainiste à Ottawa a longtemps divisé les indépendantistes et faisait déjà partie des débats à l'époque de René Lévesque, dans les années 1970-1980. À la faveur de l'échec de l'Accord du lac Meech, en 1990, la donne va toutefois changer radicalement : le Bloc québécois sera créé en 1991 et dominera la scène politique fédérale au Québec en se classant pendant six élections comme le parti préféré des Québécois (entre 1993 et 2011). C'est en soi tout un exploit pour un parti condamné à l'opposition !

En 2011, le vent tourne et la défaite est cuisante : le Bloc fait élire à peine 4 députés sur 75 au Québec. Dix seront élus en 2015, mais le pourcentage des votes engrangés connaît un creux historique. Qu'est-ce qui explique ces revers ? Surtout, y a-t-il un avenir pour le Bloc ?

Déboires des indépendantistes au Québec

Le Bloc est d'abord et avant tout victime d'une tendance lourde, qui émane de la scène québécoise elle-même. Entre 2003 et 2018, année de la prochaine élection québécoise, le Parti libéral du Québec aura gouverné pendant 13 ans et demi, tuant dans l'œuf tout espoir d'une consultation sur l'avenir du Québec. Dur contexte pour une formation politique fédérale pensée comme une équipe de défense efficace et indispensable de la position indépendantiste à Ottawa advenant un référendum – rôle qu'elle a d'ailleurs joué en 1995. Or, non seulement la perspective d'une prise de pouvoir par une majorité d'indépendantistes à Québec semble-t-elle hors d'atteinte, mais l'offre politique d'un plan de match clair et crédible pour aller vers l'indépendance fait aussi cruellement défaut. Ce manque de cohérence au sein des partis indépendantistes a pesé lourd sur le Bloc en 2011 et en 2015.

L'élection québécoise de 2018 peut toutefois encore réserver des surprises. La question de l'indépendance est plus présente au Parti québécois ; elle reste le moteur chez Option nationale et les appels à converger se font sentir au sein de Québec solidaire, une formation souverainiste dont les trois élus proviennent de circonscriptions fortement indépendantistes. Une bonne nouvelle : l'appui à l'indépendance est plus important que la somme des résultats électoraux des partis indépendantistes, n'en déplaise aux fédéralistes !

Ce qui peut changer la donne, c'est la volonté de la société civile de prendre sa place dans le débat national et d'appeler à plus de convergence. C'est le pari des Organisations unies pour l'indépendance du Québec (OUI Québec, ancien Conseil de la souveraineté) qui ont mis en place une table de concertation avec les partis indépendantistes. Tous y participent et les activités publiques de convergence s'additionnent.

L'exemple catalan est inspirant. Là-bas, la société civile est devenue en peu de temps un rouage majeur de la montée de la ferveur indépendantiste et de la réponse convergente des partis politiques. Si tel était le cas chez nous, l'avenir du Bloc s'en trouverait transformé, du moins pour la prochaine élection. Comme présidente des OUI Québec, j'affirme que nous y travaillons fort.

Un nouveau contexte fédéral

Malgré les déboires des partis indépendantistes au Québec depuis 2003, le Bloc avait réussi à se maintenir. Des enjeux liés à la question nationale, comme le scandale des commandites, ont contribué à son succès. En outre, la présence de gouvernements minoritaires à Ottawa, la discipline et la rigueur du Bloc à cette époque, ont certainement permis de créer un rapport de force qui donnait du sens à ce parti nationaliste. De plus, le Bloc a su définir le rôle qu'il entendait jouer à Ottawa et justifier son existence : opposition constructive, défense inconditionnelle des institutions et des intérêts du Québec, dialogue avec le reste du Canada… Le tout assorti de cibles claires et bien en phase avec les humeurs des Québécois : déséquilibre fiscal, défense de l'industrie forestière, de l'assurance-emploi, etc.

L'exercice, toutefois, a vieilli, et le Canada a changé. Les années Harper ont déplacé le centre d'intérêt des questions constitutionnelles vers des débats sur l'axe gauche-droite. Surtout, comme on l'a vu dans le dossier du pipeline Énergie Est, le « *rest of Canada* » est moins enclin à comprendre le Québec qu'à vouloir, parfois, le mettre à la porte…

Dans ce contexte, le Bloc doit plus que jamais se pencher sur sa mission, l'actualiser et la redéfinir, ce qu'il n'a pas fait depuis longtemps. Qu'est-ce que le Bloc québécois en 2016 ? Le seul appel au ralliement des souverainistes, de même que celui, trop vague, en faveur de la défense des intérêts du Québec, ne suffisent manifestement plus à répondre efficacement à cette question.

QUEL AVENIR POUR LE BLOC QUÉBÉCOIS ?

L'éclipse du Bloc québécois pourrait marquer la fin du souverainisme bivalent.

MARC CHEVRIER

L'auteur est professeur au Département de science politique de l'UQAM

Les élections fédérales du 19 octobre 2015 ont déçu, une nouvelle fois, les attentes des partisans du Bloc québécois. Après la déconfiture crève-cœur des élections de mai 2011, qui ont vu le parti remporter aussi peu que quatre sièges sans faire réélire son chef Gilles Duceppe, l'élection de dix députés en octobre 2015 cachait mal le fait que le parti avait obtenu le plus faible appui électoral de son histoire, soit moins de la moitié du nombre d'électeurs qu'il avait obtenu en 1993 sous la conduite de Lucien Bouchard. On s'est interrogé et on s'interroge toujours sur la pertinence de ce parti. Pour de nombreux indépendantistes québécois, il est naturel que leur option politique trouve un parti qui fasse entendre leur voix dans l'arène fédérale et y défende les intérêts du Québec, mal servis par les partis fédéraux traditionnels. En somme, le souverainiste cohérent serait *bivalent* : il devrait exprimer ses convictions indépendantistes dans les deux arènes démocratiques que le Dominion canadien organise pour lui. Sans un fort contingent de bloquistes à Ottawa, son frère péquiste serait seul et désarmé.

La fronde bloquiste désamorcée

Or, quelques constats s'imposent. Bien que l'élection d'une députation bloquiste ait quelque peu déstabilisé le système politique canadien et empêché, à trois reprises entre 1993 et 2011, la formation de gouvernements majoritaires à Ottawa, l'État canadien est, tout compte fait, sorti grandi de l'intermède bloquiste. À ses débuts, la députation du Bloc a certes décontenancé l'élite canadienne, qui voyait le loup souverainiste entrer dans la bergerie fédérale. Mais cette élite a finalement su gouverner en se passant de l'appui des bloquistes, s'accoutumer à leur rhétorique au Parlement fédéral et faire la démonstration, aux élections de mai 2011, qu'il sera dorénavant possible de former un gouvernement majoritaire sans ancrage significatif au Québec. De plus, le poids électoral du Québec, réduit par la nouvelle carte électorale appliquée depuis octobre 2015, ira diminuant si bien que la possibilité que le Bloc québécois puisse de nouveau exercer la balance du pouvoir s'estompe. D'ailleurs, l'a-t-il vraiment eue entre 1993 et 2015 ? Et puis, devenus chose courante à Ottawa, les députés bloquistes, par leur existence même, attestaient la libéralité de l'État canadien – grâce à laquelle le vote indépendantiste s'y exprime librement – ainsi que sa capacité d'adaptation – pourvu que ces députés travaillent loyalement à l'amélioration des lois fédérales.

La dissociation électorale québécoise

L'histoire récente des partis indépendantistes à l'étranger rend par ailleurs l'expérience du Bloc québécois encore plus singulière. Son apparition est tardive dans l'histoire du mouvement souverainiste et précède de peu la défaite référendaire de 1995, alors qu'en Écosse, le Scottish National Party a d'abord fait élire des députés à Westminster avant de profiter de la création d'une assemblée écossaise, en 1999, pour s'y imposer rapidement. En Catalogne, l'indépendantisme électoral renaît à Madrid et à Barcelone à peu près en même temps, après le rétablissement de la démocratie en Espagne en 1977.

Les indépendantistes écossais et catalans évoluent aussi dans des systèmes politiques *intégrés*, c'est-à-dire que la lutte démocratique y met aux prises essentiellement les mêmes partis à tous les échelons électoraux, à commencer par le municipal. Ainsi, ils ont des représentants nombreux dans les conseils municipaux et même au Parlement européen. Par contre, au Québec, et partout ailleurs au Canada, les municipalités – comme les commissions scolaires – forment des entités à part où se disputent des partis et des personnalités sans lien avec les systèmes de parti provinciaux et fédéral.

La création du Bloc québécois participe ainsi d'une puissante illusion qui étourdit encore le mouvement souverainiste : croire que ce parti parlerait en ambassadeur au nom d'une nation politique déjà existante, à qui il manque seulement un complément de compétences constitutionnelles. Or, la nation québécoise, certes visible par sa langue et sa culture, existe à peine électoralement ; le premier seuil de la démocratie – le monde municipal, de Gatineau à Sept-Îles – lui échappe totalement. En ce sens, le bloquisme ressemble à une magnifique fuite en avant, qui a connu ses belles heures de dramaturgie sous la houlette de Bouchard et de Duceppe. À l'instar de son frère péquiste, le Bloc a laissé en jachère une terre fruste et rocailleuse, divisée en fiefs et en duchés sourds aux appels de la nation, où l'indépendantisme québécois ne s'est jamais enraciné, faute d'avoir vraiment même songé à y semer quoi que ce soit.